



NATIONS UNIES
COMORES



BULLETIN D'INFORMATION
DU SYSTÈME
DES NATIONS UNIES
EN UNION DES COMORES

JAN - JUIN 2025



RETRAITE DU SNU COMORES

VERS DE NOUVELLES SYNERGIES
AVEC LE GOUVERNEMENT ET
LES PARTENAIRES



Si les Comores sont connues sous le nom des îles aux parfums, la fleur d'ylang-ylang n'y est pas pour rien. Dans cet archipel de 800.000 habitants, baigné dans l'océan Indien, cette fleur à la senteur embaumante a longtemps été une source de revenu pour une partie de la population, en particulier les femmes, et un des principaux produits d'exportation du pays. Son exploitation artisanale, notamment par une distillation à base de bois de chauffe, interpelle sur l'équilibre que l'homme doit maintenir avec la nature.

À l'ère du développement durable, et à un moment où les peuples puisent dans leur culture et leur authenticité l'essence pour bâtir un développement pérenne, la fleur d'ylang reste tout un symbole pour les Comores. Elle est en effet, une aspiration à la prospérité, et nous invite en même temps à réfléchir à la protection des écosystèmes, et donc de la planète. Elle fait partie du patrimoine culturel de tout un peuple, qui fait de la cohésion sociale et de la paix, un de ses principaux atouts.

Ylang info, est aussi le titre du bulletin d'information du Système des Nations Unies en Union des Comores, en hommage au patrimoine culturel comorien, et en subtil rappel du lien harmonieux que doit maintenir l'homme avec la nature.

Dans notre volonté de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable aux Comores, cet outil d'information constitue une passerelle avec le grand public, ainsi que les partenaires pour la diffusion des informations relatives aux actions des différentes agences du système des Nations Unies en Union des Comores, en appui au Gouvernement comorien et pour ne laisser personne de côté.

Ce bulletin d'information est publié par le Bureau du Coordonnateur Résident pour le compte du système des Nations Unies aux Comores. Il a été produit par le Groupe de communication des Nations Unies (UNCG) dans le cadre du mécanisme « Unis dans l'action » qui regroupe tous les responsables de la communication des agences, fonds et programme des Nations Unies aux Comores.

Pour toute demande d'information,

contactez : Bureau du Coordonnateur résident
Maison des Nations Unies, Hamramba Moroni
BP - 648 - Union des Comores

Email : rccs-communications-com@un.org

Photo de couverture : © Ali William



Édito

CE 50^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE EST AUSSI CELUI DE 50 ANS DE RELATIONS ET DE COOPÉRATION ENTRE LES COMORES ET LES NATIONS UNIES.

Cette année 2025 est historique et pleine de symboles. Elle marque le 50^e anniversaire de l'indépendance des Comores ainsi que les 80 ans depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. C'est donc avec un grand sentiment de fraternité et de respect que tout le Système des Nations Unies aux Comores s'associe à cette célébration nationale, aux côtés du peuple comorien.

Ce 50^e anniversaire de l'indépendance est aussi celui de 50 ans de relations et de coopération entre les Comores et les Nations Unies. Dès l'accession à l'indépendance, les Comores ont adhéré à l'Organisation des Nations Unies. Depuis ce jour, un partenariat solide et fidèle s'est construit, basé sur des valeurs communes : la paix, le développement durable, la protection des droits humains, la souveraineté et la solidarité entre les peuples. En ces temps troubles pour le multilatéralisme et la coopération internationale, le Système des Nations Unies salue l'engagement et le soutien des Comores à un ordre international solidaire et respectueux des droits de chacun.

Depuis 50 ans, de nombreux fonds, agences et programmes des Nations Unies ont accompagné le pays dans ses projets de développement. Les Nations Unies ont été présentes dans nombre de domaines tels que l'agriculture, la santé publique avec des actions pour améliorer les soins et lutter contre les maladies, l'éducation pour permettre à tous les enfants comoriens d'avoir accès à l'école, la lutte contre la pauvreté et l'accès aux services de base pour les populations les plus vulnérables, l'appui à la consolidation des institutions et à la gouvernance ou encore l'aide humanitaire et la réponse aux crises, notamment lors des catastrophes naturelles ou sanitaires.

Ce demi-siècle de coopération a beaucoup évolué. Ces dernières années, toutes les agences des Nations Unies travaillent ensemble autour d'un plan commun, le Cadre de Coopération pour le Développement Durable qui est aligné aux priorités nationales de développement ainsi qu'aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Mais au-delà de ce travail pour le développement, les Nations Unies ont toujours défendu la souveraineté et l'unité des Comores. Depuis l'indépendance, plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont rappelé le soutien de l'ONU à la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'archipel.

En octobre prochain, lors de la Journée des Nations Unies, nous aurons l'occasion de partager avec le peuple comorien un bilan de cette coopération historique. L'année 2025 porte en effet une symbolique forte : elle célèbre à la fois les 50 ans de l'indépendance des Comores et les 50 ans de leur appartenance à la grande famille des Nations Unies.

Ce cinquantenaire est aussi une invitation à regarder ensemble vers l'avenir et à renouveler notre ambition commune pour les Comores. C'est dans cette dynamique que la Retraite annuelle de l'Équipe de Pays des Nations Unies aux Comores, tenue du 9 au 12 juin 2025, a pris un relief particulier. Avec l'organisation de sessions de dialogue avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile, la retraite a permis de faire le point sur le travail accompli, évaluer les défis actuels et de réfléchir collectivement aux priorités à venir, signe de la volonté partagée de construire ensemble l'avenir du pays.

Au nom de l'ensemble du Système des Nations Unies aux Comores, je tiens à réaffirmer notre engagement à demeurer un partenaire fidèle, respectueux et solidaire. Nous continuerons à marcher aux côtés du peuple comorien dans le respect de sa souveraineté et au service de son bien-être.

Vive les Comores, dans l'Unité. Vive les 50 ans de solidarité entre les Comores et les Nations Unies.

Uhuru, Udzima, Ufahari.

Tsok James Bot

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies Comores

Initiative UN80 : Renforcer l'ONU pour plus d'efficacité et mieux relever les défis mondiaux



“Travaillons ensemble pour une organisation plus forte et plus efficace pour aujourd'hui et pour demain. ”

Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres,
au sujet de l'Initiative ONU80, à New York, le 12 mars 2025



Nations Unies



Construisons
notre avenir
ensemble



L'initiative « UN80 », dévoilée en mars dernier par le Secrétaire général António Guterres, est une initiative visant à rationaliser les opérations, à renforcer l'impact et à réaffirmer la pertinence de l'ONU dans un monde en mutation rapide.

Réaffirmer le multilatéralisme et restaurer la confiance

Ce processus vise non seulement à améliorer l'efficacité, mais aussi à réaffirmer la valeur du multilatéralisme à un moment où la confiance dans les organisations internationales s'est affaiblie et les besoins ne cessent de s'accroître. Il vise à renforcer la capacité des Nations Unies à répondre aux défis mondiaux actuels - qui vont des conflits, des déplacements et des inégalités aux chocs climatiques ainsi qu'aux mutations technologiques rapides - tout en répondant aux pressions extérieures telles que la réduction des budgets et les divisions politiques croissantes au sein de l'espace multilatéral.

Trois chantiers majeurs pour transformer l'Organisation

Au cœur de l'initiative ONU80, trois grands chantiers ont été lancés. Le premier est axé sur l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité internes, la réduction des formalités administratives et l'optimisation de l'empreinte mondiale de l'ONU par la délocalisation de certaines fonctions dans des lieux d'affectation moins coûteux.

Le deuxième axe de travail est un examen de la mise en œuvre des mandats, qui implique l'examen de près de 4.000 documents de mandat qui sous-tendent le travail du Secrétariat de l'ONU. Un mandat désigne une tâche ou une responsabilité confiée à l'organisation par les États membres, généralement par le biais de résolutions adoptées par des organes de l'ONU tels que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité.

Le troisième volet vise à déterminer si des changements structurels et une réorientation des programmes sont nécessaires dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Trois chantiers majeurs pour transformer l'Organisation

Pour mener à bien cette réforme ambitieuse, le Secrétaire général a mis en place sept groupes thématiques couvrant les domaines suivants : paix et sécurité, action humanitaire, développement (au sein du Secrétariat et dans l'ensemble du système des Nations Unies), droits de l'homme, formation, recherche, ainsi que les agences spécialisées.

António Guterres a rappelé que cette initiative dépasse largement les considérations administratives. Elle vise à renforcer la capacité de l'ONU à sauver des vies, à protéger les plus vulnérables et à faire face aux crises mondiales.

Au-delà des chiffres : sauver des vies et protéger les plus vulnérables

« Les budgets des Nations Unies ne se résument pas à des chiffres sur un bilan. Ils sont une question de vie ou de mort pour des millions de personnes à travers le monde », a averti le chef des Nations Unies.

L'ONU reste un pilier indispensable pour rassembler les nations et construire des solutions durables, ensemble.

Aux Comores comme ailleurs, l'ONU agit chaque jour pour ne laisser personne de côté.

Célébrer ses 80 ans, c'est rappeler que seuls, nous allons plus vite, mais unis, nous allons plus loin.

Actualités



P.6 Retraite 2025 de l'équipe de pays des Nations Unies aux Comores :
Un nouveau cap stratégique pour renforcer le dialogue, les partenariats et le développement durable

Tribune



P.8 Journée de l'enfant africain :
Des actions climatiques par et pour les enfants de l'Union des Comores

Société



P.11 De l'Exil à l'entrepreneuriat :
SALIM ALI RASSOUL écrit un nouveau chapitre de sa vie

P.14 E-shiyo et E-msomo : deux plateformes pour transformer l'éducation grâce au numérique

P.16 Abdallah youssouf:
Le parcours d'un éleveur comorien transformé par l'innovation

P.17 Tadio: cinq ans d'engagement, un projet emblématique.

P.18 Pour une communauté inclusive et résiliente

Santé



P.12 Aux Comores, une course contre la montre pour interrompre la transmission de la lèpre d'ici 2027 !



P.13 Sitty et Hanati, deux voix, une même espérance:
Celle de pouvoir jouir pleinement de leurs droits sexuels et reproductifs

Portrait

P.19 Les femmes au cœur de la décision politique aux comores :
Elles dirigent, elles décident...
Elles s'affirment.



Fatima Ahamada :
La voix forte du Gouvernement



Yasmine Hassane Alfeine :
Une femme d'affaires engagée au Ministère des Transports



Najda Said Abdallah :
La rigueur et l'humanisme au service du développement

RETRAITE 2025 DE L'EQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES UN NOUVEAU CAP STRATÉGIQUE POUR RENFORCER LE DIALOGUE, LES PARTENARIATS ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Al-Hamdi Abdillah Hamdi – BCR.



Du 09 juin au 12 juin 2025, l'Equipe de Pays des Nations Unies aux Comores a tenu sa retraite annuelle sous la présidence du Coordonnateur Résident, M. Tsok James Bot. Les chefs d'agences, fonds et programmes intervenant aux Comores ont examiné les progrès du Plan-cadre de coopération 2022-2026 et ont discuté des priorités pour le prochain cycle.

Cette retraite a eu la participation du Gouvernement qui a échangé avec l'Equipe de Pays des Nations Unies sur les résultats obtenus, les grandes priorités et les axes de renforcement de la coopération entre les Nations Unies et les Comores.

Aussi, les organisations du secteur privé et de la société civile, y ont été invitées et ont échangé avec le Système des Nations Unies sur les priorités qui concernent le renforcement de leur partenariat pour l'accélération des ODD et la mise en œuvre du Plan Comores Emergent..

Ce dialogue entre le SNU et le Gouvernement fût un moment clé et a surtout permis de prendre en compte les recommandations du séminaire gouvernemental tenu au mois de mai pour optimiser

les actions du Système des Nations Unies aux Comores. Les deux parties (SNU et Gouvernement) se sont convenues de la nécessité de renforcer ce dialogue en rendant régulière cette rencontre.

Le Secrétaire Général du Gouvernement, Nour El-Fath Azali, s'est dit « fier des progrès accomplis » soulignant que « dans certains domaines des objectifs ont été atteints ou sont en bonne voie ». « Nous devons aussi reconnaître que des défis majeurs subsistent et que certains ODD sont encore très loin d'être atteints, ce qui souligne l'importance d'un partenariat plus renforcé pour accélérer la réalisation des progrès », a fait observer le SGG.

Avec le secteur privé, il a été convenu de faciliter le dialogue

tripartite public/privé/SNU pour intégrer activement le secteur privé dans la réalisation des ODD et appuyer le renforcement des capacités des opérateurs économiques en matière de responsabilité sociale d'entreprise (RSE).

Avec la société civile, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités et la création de synergies pour accélérer la réalisation des progrès vers l'atteinte des ODD aux Comores notamment en amplifiant l'impact des actions collectives.

L'Equipe de Pays des Nations Unies s'est également engagée à poursuivre ce dialogue régulier avec les Organisations du secteur privé et de la Société Civile (OSC).

« Cette retraite a été une étape cruciale pour aligner nos efforts collectifs avec les priorités nationales des Comores », a déclaré le Coordonnateur Résident des Nations Unies.



« Notre engagement est de travailler main dans la main avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile pour bâtir un avenir prospère, inclusif et durable pour tous les Comoriens. Les recommandations adoptées renforceront notre action conjointe sur le terrain » a-t-il souligné.

A la clôture de la retraite, Tsok James Bot a remercié les représentants résidents et non-résidents des agences de l'ONU, le gouvernement, la société civile et le secteur privé pour leur mobilisation et leur engagement continus. Il s'est réjoui des résultats de cette grande rencontre annuelle qui a permis de « renforcer les partenariats nationaux diversifiés, être plus redevables, repenser les instruments de coopération et créer de nouvelles synergies avec le gouvernement et les partenaires nationaux et extérieurs ».



M. MUSTAPHA BEN MESSAOUD,
Représentant de l'UNICEF aux Comores

JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN : DES ACTIONS CLIMATIQUES PAR ET POUR LES ENFANTS DE L'UNION DES COMORES



Ce mois de juin, en commémoration de la journée de l'enfant africain, la dynamique de l'engagement des enfants pour la protection de l'environnement et le plaidoyer climatique, étaient plus que jamais au cœur des actions soutenues par le bureau de l'UNICEF aux Comores.

En partenariat avec le ministère de l'Environnement, nous avons collaboré avec les associations locales, tels que le Réseau Climat Océan indien (RCOI) l'Association National du Scoutisme Comorien, et la Fédération des acteurs de développement de Mohéli (FADESIM), pour des activités de nettoyage et de sensibilisation dans des zones côtières, et de reboisement dans plusieurs localités du pays, avec comme mantra : « pour le climat, les enfants montrent l'exemple par l'action ».

Au travers des sensibilisations pour la protection des côtes et des littoraux, un message pressant était porté par les enfants et les adolescents à leurs communautés, celui de la nécessité de limiter ou mettre fin à la pollution plastique, qui aggrave non seulement la dégradation des écosystèmes marins, mais contribue également au changement climatique, en perturbant

les puits de carbone naturels que sont les océans. Aux Comores, où les communautés côtières dépendent étroitement de la mer pour leur subsistance, cette prise de conscience est essentielle pour préserver la biodiversité et renforcer la résilience face au climat.

A l'UNICEF, nous croyons qu'investir en la jeunesse, leur offrir les outils et les informations nécessaires pour qu'ils soient acteurs et promoteurs d'un changement social en faveur de la protection de l'environnement et du climat, contribue à solutionner les problématiques présentes et futures. En effet, les enfants ont un rôle important à jouer en tant qu'acteurs du plaidoyer pour protéger l'avenir de la planète, qui est aussi leur avenir.

Enfance et changement climatique aux Comores

L'Union des Comores abrite une riche biodiversité et figure parmi les nations les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Le pays est également doté d'une population jeune (46% de la population a moins de 18 ans, d'après le RGPH de 2017). Selon le rapport de l'analyse du paysage climatique pour les enfants aux Comores publié en janvier 2025 par le ministère de l'Environnement et l'UNICEF, 54 % des enfants comoriens vivent dans des zones à haut risque climatique, exposés à des phénomènes tels que les cyclones, les températures extrêmes, les inondations, et l'élévation du niveau de la mer.

La situation énergétique aggrave également les défis climatiques. Aux Comores, selon l'enquête MICS de 2022, 13.1% de la population n'a pas accès à l'électricité. Cette situation limite l'accès des enfants à des services essentiels tels que l'éclairage pour les études et la réfrigération pour la conservation des aliments et des médicaments.

Des actions pour la résilience climatique des secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection au profit des enfants

L'Objectif de Développement Durable 17 souligne l'importance des partenariats pour atteindre un avenir plus durable. En synergie avec le Ministère de l'Environnement et grâce au financement de l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) à travers l'UNICEF, nous avons lancé en mars 2025 à Moroni, le programme « Action climatique pour le dernier kilomètre :

atteindre les enfants les plus vulnérables en Afrique de l'Est et Australe ». Un programme qui vise à renforcer la résilience des enfants et des communautés face aux risques climatiques, en intégrant l'adaptation dans les secteurs clés pour les enfants, comme l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement.

Alors que la récurrence et l'intensité des catastrophes naturelles tels que les cyclones est exacerbée par le changement climatique, il a paru plus que nécessaire, d'outiller les enfants pour qu'ils comprennent les messages d'alerte et développent les bons réflexes pour se mettre à l'abri.

C'est ainsi qu'en partenariat avec la Direction Générale de la Sécurité Civile, nous avons revu les messages d'alerte cyclonique pour qu'ils soient adaptés aux enfants, et avons engagé une campagne de sensibilisation en mai 2025, qui a touché près de 9000 élèves dans 60 écoles, ciblant les zones les plus exposées aux risques cycloniques. Ces efforts ont été rendus possibles par le biais des financements de l'initiative "Today and Tomorrow" (TTI) de l'UNICEF qui tend à renforcer la préparation aux urgences climatiques, en soutenant les capacités locales de réponse rapide.

Intégrer les enfants dans les CDN : une clé pour des politiques climatiques plus efficaces

Les enfants sont parmi les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique, en raison de leur incapacité à contrôler leur exposition aux risques et de leur stade de développement physiologique critique.

Pourtant, ils possèdent un potentiel unique pour devenir des acteurs clés du changement. Leur implication est essentielle, mais ils restent largement exclus des politiques climatiques, notamment des contributions déterminées au niveau national (CDN), qui sont des instruments stratégiques majeurs pour

orienter l'action climatique des pays. Ces plans, soumis à l'ONU, permettent aux pays en développement, d'attirer des financements et technologies, tout en planifiant des mesures d'adaptation aux effets déjà visibles du dérèglement climatique. Alors que la prochaine génération de CDN est attendue en 2025 pour couvrir la période jusqu'en 2035, il est impératif d'y intégrer pleinement les enfants et les jeunes. Leur inclusion renforcera l'efficacité des politiques climatiques, et bénéficiera à l'ensemble de la société, en stimulant les investissements dans les services sociaux et publics.

Construire ensemble : coordination, convergence et impact

Face à l'ampleur des défis climatiques, sociaux et économiques, une coordination renforcée entre les agences onusiennes est indispensable pour générer des solutions à fort impact pour les enfants. Cela suppose aussi de bâtir des alliances solides avec les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Ces acteurs disposent des leviers financiers nécessaires pour porter les solutions à l'échelle. L'UNICEF réaffirme sa volonté de contribuer pleinement à cet effort collectif, en facilitant les convergences, en co-portant des initiatives multisectorielles, et en œuvrant, aux côtés des autres agences, pour que chaque projet onusien soit plus qu'un programme : un levier de transformation systémique au service des enfants, des jeunes et des communautés. Dans un contexte mondial marqué par une remise en question des financements accordés aux Nations-Unies, c'est dans une collaboration renforcée, une responsabilité partagée et une vision commune que réside notre capacité à faire face aux crises actuelles – et à construire un avenir plus juste, plus vert et plus sûr pour tous les enfants comoriens.



Deuxième réunion trimestrielle du FPaD



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Moroni, le 05 juin 2025

Le Forum des Partenaires au Développement (FPaD)* de l'Union des Comores a tenu sa deuxième réunion trimestrielle de l'année, le 05 juin 2025, en ligne et en présentiel, à la Maison des Nations Unies à Moroni. Présidée par M. Tsok James Bot, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies aux Comores, la réunion a regroupé les chefs des missions diplomatiques et des organisations internationales accréditées aux Comores.

Les membres du Forum ont partagé les nouveaux développements clés concernant leur action de soutien des Comores depuis la dernière réunion du Forum de février 2025. Ce fut l'occasion pour les participants d'être sensibilisés et de partager les mises à jour relatives à l'Initiative UN80, lancée par le Secrétaire Général des Nations Unies pour une réforme de l'organisation à l'occasion de ses 80 années d'existence.

Le Forum est revenu sur le séminaire gouvernemental tenu du 12 au 17 mai 2025. Le Forum note que ce séminaire a permis de lancer un dialogue sur des sujets d'intérêt majeurs pour le pays comme l'efficacité de l'aide publique au développement, la place de la jeunesse et des femmes dans le développement

ou encore le partenariat public-privé. Le Forum salue cette initiative et manifeste la disponibilité des membres à accompagner l'organisation du prochain séminaire.

Le Forum a, également, porté une attention particulière aux dispositifs sectoriels et thématiques de coordination du développement, essentiels pour assurer une meilleure harmonisation des interventions des partenaires avec les priorités de développement de l'Union des Comores. Le Forum réitère la nécessité d'opérationnaliser le dispositif national de suivi de la mise en œuvre du Plan Comores Émergent.

À l'approche du cinquantenaire de l'indépendance des Comores, les membres du Forum renouvellent leur pleine disponibilité à accompagner le pays dans la réalisation des objectifs de développement durable et de transformation nationale.

James Tsok Bot,
*Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies
Président du Forum des Partenaires au Développement des
Comores*

*Le FPaD est une plateforme de coordination et de réflexion stratégique qui regroupe l'ensemble des partenaires techniques et financiers accrédités auprès de l'Union des Comores, notamment les membres du Corps diplomatique, les institutions financières internationales, le Système des Nations Unies et l'Union Européenne.



DE L'EXIL À L'ENTREPRENEURIAT : SALIM ALI RASSOUL ÉCRIT UN NOUVEAU CHAPITRE DE SA VIE

SAID Ichata - OIM



Après plusieurs années d'exil et de précarité, Salim Ali Rassoul a retrouvé espoir grâce au programme d'Appui au Retour Volontaire et à la Réintégration (AVRR) de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Aujourd'hui, il est un entrepreneur prospère et un acteur du développement de sa communauté aux Comores.

Né aux Comores, Salim Ali Rassoul, 35 ans, a quitté son pays pour poursuivre ses études en Égypte. Cependant, après six années d'apprentissage, ses ressources financières se sont épuisées et sa famille ne pouvait plus subvenir à ses besoins. Sans visa et sans abri, il a dû faire face à quatre années de grande précarité, trouvant refuge dans les mosquées et travaillant dans une entreprise de production de fenêtres pour un maigre salaire.

En 2023, son destin a basculé lorsqu'un compatriote lui a parlé du programme d'Appui au Retour Volontaire et à la Réintégration (AVRR) de l'OIM. Ce programme accompagne les migrants en situation de vulnérabilité, leur offrant la possibilité de rentrer dans leur pays d'origine avec un soutien financier et logistique pour faciliter leur réintégration.

Salim a saisi cette opportunité et a été sélectionné comme bénéficiaire du programme. Grâce à l'appui de l'OIM, il a pu rentrer aux Comores et lancer un commerce de produits alimentaires locaux, le premier du genre dans sa commune. Son entreprise est rapidement devenue un maillon essentiel de l'économie locale, fournissant des ressources de première nécessité et jouant un rôle crucial lors des périodes de pénurie de riz.

“ *« En facilitant l'accès aux produits de base, mon commerce a contribué au bien-être de ma communauté. J'en suis très fier. Cette réussite m'a aussi permis de me marier et de subvenir aux besoins de ma famille », confie avec fierté Salim.*

Malgré les défis financiers et logistiques, il a pu stabiliser son activité grâce à l'accompagnement de l'OIM. Aujourd'hui, sa boutique prospère, lui permettant de recruter un employé et d'élargir son offre avec des produits frais. Son succès entrepreneurial ne s'arrête pas là : il prévoit l'ouverture d'une boutique de vêtements à Moroni et partage également ses connaissances en enseignant l'arabe à l'école coranique de son village.

Reconnaissant envers l'OIM pour l'appui qui lui a été offert, Salim est aujourd'hui un modèle d'espoir et de résilience. Son parcours témoigne de l'impact positif du programme AVRR, qui permet aux migrants en difficulté de retrouver une stabilité et de contribuer au développement de leur pays.

« J'encourage ceux qui traversent des situations similaires à ne pas perdre espoir. Grâce à des initiatives comme celles de l'OIM, il existe toujours des solutions pour rentrer chez soi, recommencer un nouveau chapitre de sa vie et réussir », conseille-t-il.

AUX COMORES, UNE COURSE CONTRE LA MONTRE POUR INTERROMPRE LA TRANSMISSION DE LA LÈPRE D'ICI 2027 !

Ben Charafaine Abdillahi – OMS.

Mutsamudu, 24 mai 2025 – Tôt ce matin-là, les équipes du service de lutte contre la lèpre du CHRI de Hombo prennent la route en direction de Tsembehou, une localité de plus de 12 000 habitants, située dans la région de « La Cuvette ». Leur objectif : poursuivre les efforts de dépistage et de sensibilisation dans le cadre de la campagne nationale d'élimination de la lèpre, et faire le suivi des malades.

Appuyées par l'ONG Action Damien, les équipes du service de lutte contre la lèpre mènent des campagnes de proximité. Elles vont à la rencontre des habitants pour expliquer les signes de la lèpre, proposer un dépistage et le traitement des maladies cutanées et, en cas de détection d'un cas de lèpre, initier un traitement antibiotique spécifique selon la forme de la maladie, d'une durée de six à douze mois.

Cette mission de terrain s'inscrit dans une dynamique plus large



menée par le Programme national de lutte contre la tuberculose et la lèpre (PNLT), soutenue par la Fondation Sasakawa, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Action Damien. Elle vise à renforcer la réponse nationale face à une maladie encore présente, notamment sur l'île d'Anjouan et Mohéli.

Deux experts de l'OMS font partie de la mission : le Dr Nassuri Ahamada, chargé des maladies tropicales négligées au bureau de pays, et le Dr Raphaël Ndri de l'Équipe d'Affectation Multipays, basé à Madagascar. Leur participation a permis de renforcer les capacités du personnel engagé sur le terrain et de raffermir la coordination avec les autorités sanitaires locales.

« Aux Comores, notre priorité est d'identifier précocement les cas de lèpre afin d'assurer une prise en charge rapide et efficace », explique le Dr Younoussa Assoumani, représentant d'Action Damien dans le pays.

Sur le terrain, dans les quartiers de Tsembehou, les équipes du PNLT accompagnées par leurs collègues de l'OMS ont visité plusieurs familles qui ont accepté de prendre la Rifampicine, un traitement préventif destiné aux personnes exposées à un risque de contamination.

Amina Said, mère de sept enfants, a accueilli les agents de santé à son domicile. « Les agents de santé communautaires nous ont consulté à la maison, nous n'avons pas la maladie mais nous avons compris l'importance de la prévention. C'est pourquoi nous avons accepté le traitement », témoigne-t-elle.

Les Comores restent, en 2025, le seul pays de la région africaine de l'OMS à ne pas avoir encore éliminé la lèpre comme problème de santé publique. Le pays enregistre en moyenne 249 cas par an depuis 2020. L'île d'Anjouan concentre 98 % des cas, avec un taux de prévalence de 5,84 pour 10 000 habitants en 2023.

Parmi les nouveaux cas, environ 60 % sont des formes multibacillaires (MB), moins de 4 % présentent des infirmités de degré 2 et au cours des 10 dernières années entre 27 et 38 % des cas sont des enfants de moins de 15 ans.

Depuis 2019, avec le soutien de l'Action Damien et de l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers, les projets People (2019-2023) et Be-People (2024-2027) ont permis de mettre en œuvre : des campagnes de sensibilisation, des recherches actives autour des cas index et l'administration de la prophylaxie post-exposition.

Ces interventions, coordonnées par le Programme national de lutte contre la tuberculose et la lèpre (PNLT), ont permis de couvrir environ 60 % de la population d'Anjouan et de Mohéli. Le pays affiche un engagement réel en faveur de l'élimination de la lèpre. Toutefois, malgré les ressources déjà mobilisées auprès de la Fondation Sasakawa et de l'OMS, le programme gagnerait à être renforcé davantage afin de consolider les acquis et atteindre les objectifs fixés à l'échelle nationale.

SITTY ET HANATI, DEUX VOIX, UNE MÊME ESPÉRANCE: CELLE DE POUVOIR JOUIR PLEINEMENT DE LEURS DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Saltouna M'madi Toilihata, UNFPA



Pour Sitty Ahamadi, 26 ans, cette rencontre avec la clinique mobile remonte à sa troisième grossesse. Épuisée mais intriguée, elle suivit les autres femmes du village jusqu'à une grande tente dressée à l'ombre des arbres.

À l'intérieur, elle dit avoir découvert bien plus que des soins. Elle a découvert un espace d'écoute, de respect et d'apprentissage. Elle a découvert un autre monde. Des femmes en blouse lui parlant doucement, lui expliquant avec patience des choses qu'elle n'avait jamais entendues auparavant.

« Grâce à cette voiture, j'ai appris des choses que je ne connaissais pas. Comme le fait qu'on peut préparer l'allaitement pendant la grossesse, ou encore comment bien positionner le sein pour nourrir son bébé. »

Ce moment fut une révélation. Sitty entend également parler de la planification familiale. Un sujet dont personne ne parlait vraiment dans son entourage. Là encore, elle apprit qu'espacer les naissances était un droit. Que cela pouvait contribuer à son épanouissement physique et moral. Que cela permet à ses enfants également de grandir bien au chaud.

« La clinique m'a ouvert les yeux. Je sais maintenant que je peux choisir quand avoir un enfant, penser à ma santé, à l'avenir de mes enfants. Je me sens plus forte, plus libre. »

Depuis, elle guette chaque passage de la clinique mobile avec impatience :

« J'aimerais tellement qu'elle vienne plus souvent. Je ne vous le cache pas, quand elle vient ici à Bougweni, tout le monde est heureux. c'est comme quand c'est la saison sèche et qu'on voit la pluie tombée. Actuellement, j'attends la clinique pour faire le suivi de mes vaccins et être à jour. »



À ses côtés, **Hanati Sidi, 37 ans**, qui est à sa 4ème grossesse, partage le même soulagement, le même sentiment d'être enfin prise en compte.

« Parfois, après un retard des règles, on se dit que peut-être on est enceinte, mais avec le trajet, surtout quand il faut parcourir des kilomètres, ça diminue l'envie d'aller consulter. Parfois, on manque même de frais de taxi. Puis on arrive à un stade où on se dit qu'on attend juste l'accouchement. »

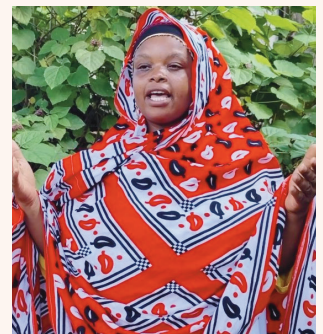
La venue régulière de la clinique mobile, avec l'appui de l'UNFPA, brise cet isolement. Grâce à l'innovation de l'UNFPA avec le déploiement de la clinique mobile, ce cercle vicieux perd ses forces. Car la clinique Mobile soigne mais aussi oriente et incite les femmes enceintes à se rendre à l'hôpital pour éviter les décès maternels évitables.

« Les sages-femmes nous conseillent, elles nous disent de ne pas attendre si on sent quelque chose d'anormal. Elles nous encouragent à aller à l'hôpital. »

La clinique offre des médicaments, des conseils personnalisés, des gestes d'écoute. Elle reste un service de santé dans le bain de l'humanisme, une main tendue vers celles dont la distance et le manque de moyens les tiennent éloignées des soins. Et une voix qui leur dit : vous n'êtes pas seules.

Ce véhicule est bien plus qu'une structure médicale : c'est un refuge, une source d'information et de soins, une main tendue aux femmes trop longtemps tenues à l'écart des services de santé.

« Alhamdulillah. On remercie Dieu pour cette voiture. Elle change la vie, et on espère qu'elle continuera à toucher d'autres femmes, dans d'autres villages », conclut Hanati.



COMORES : E-SHIYO ET E-MSOMO, DEUX PLATEFORMES POUR TRANSFORMER L'ÉDUCATION GRÂCE AU NUMÉRIQUE

Inayatoullah Mohamed - UNICEF.



Moroni, 5 juin 2025 – C'est une journée qui fera date dans l'histoire du système éducatif comorien. À l'école primaire de la Coulée, les autorités nationales ont officiellement lancé e-Shiyo et e-Msomo, deux plateformes numériques conçues pour répondre aux défis persistants de l'école comorienne. Cette initiative, portée par le ministère de l'Éducation Nationale, avec l'appui de l'ANADEN (Agence nationale de développement du numérique) et le soutien stratégique et financier de l'UNICEF Comores, symbolise une avancée majeure vers une éducation plus moderne, équitable et accessible à tous.

Aux Comores, comme dans de nombreux pays en développement, l'éducation reste confrontée à de nombreux obstacles : une pénurie de manuels scolaires, des difficultés logistiques pour leur distribution, des lourdeurs administratives dans la gestion des notes, ou encore une faible utilisation des outils numériques dans les écoles. Ces défis, bien que connus, continuent d'impacter la qualité de l'enseignement et l'égalité des chances entre élèves, notamment entre zones urbaines et rurales. C'est dans ce contexte qu'ont vu le jour les plateformes e-Shiyo et e-Msomo, véritables leviers de transformation du système éducatif comorien.

E-Shiyo : une bibliothèque numérique pour tous

La plateforme e-Shiyo donne accès à une collection en ligne des manuels scolaires officiels, validés par le ministère de l'Éducation nationale. Disponible en ligne, elle est conçue pour les élèves du préélémentaire et du primaire sur l'ensemble du territoire national. Son objectif est de démocratiser l'accès aux contenus pédagogiques, permettre aux enfants d'apprendre où qu'ils soient, même dans les zones les plus reculées ou les écoles peu équipées.

Selon l'enquête MICS 2022, seuls 2,1 % des enfants de moins

de 5 ans disposent de trois livres pour enfants, contre 22 % pour les enfants de 7 à 14 ans, et ce malgré les appuis fournis, notamment par l'UNICEF, en manuels scolaires entre 2017 et 2023. E-Shiyo répond ainsi à une problématique essentielle : l'insuffisance de manuels scolaires dans les écoles. Elle garantit un accès équitable aux savoirs, favorise l'autonomie des élèves et l'innovation des pratiques enseignantes, plus centrées sur l'enfant.

E-Msomo : une nouvelle gestion des parcours scolaires

De son côté, la plateforme e-Msomo introduit un système numérique de gestion scolaire. Cette plateforme vise à renforcer la transparence, améliorer la gestion et le suivi administratifs. En permettant la saisie en ligne des notes, la génération automatique des bulletins, l'attribution d'un identifiant unique pour chaque élève, et un accès sécurisé aux résultats pour les élèves, elle constitue un bon outil de pilotage du système et contribue à produire en temps réel des données fiables et à assainir le système. Une phase pilote est actuellement déployée dans plusieurs écoles publiques, avec une perspective d'extension à l'échelle nationale, soutenue par l'UNICEF.

Le numérique, le futur de l'éducation

Dans un monde qui tend de plus en plus vers les technologies nouvelles, certains s'inquiètent de l'impact, mais d'autres y voient une innovation. C'est le cas de Fatoumia Mhadiji, directrice de l'École primaire publique de Hombo à Mutsamudu Anjouan : « J'ai vraiment apprécié cet outil numérique, car il est accessible à tout moment, aussi bien pour les enseignants que pour les chefs d'établissement et les élèves. Il représente une opportunité

concrète d'améliorer l'enseignement, surtout en dehors des heures de classe. »

Pour Razna Aassume, élève en classe de CM2 à Missiri, cette initiative représente une véritable chance pour les enfants qui ne disposent pas de ressources pédagogiques à la maison :

« Je suis très contente car je peux maintenant étudier à la maison grâce au manuel numérique. Je n'ai pas de téléphone personnel, mais je pourrai utiliser celui de mes parents pour accéder aux leçons. Cela me permet de réviser même en dehors de l'école. »

Un partenariat porteur de vision

Ce projet est le fruit d'un partenariat solide entre trois acteurs clés : le ministère de l'Éducation nationale, initiateur de la vision ; l'ANADEN, en charge du développement technique et du déploiement ; et l'UNICEF Comores, qui apporte un appui stratégique, financier et institutionnel, dans le cadre de son mandat pour les droits des enfants.

Selon Echata Nouroudine, spécialiste éducation au bureau de l'UNICEF Comores : « Les plateformes e-Shiyo et e-Msomo constituent des outils structurants pour renforcer les capacités du système éducatif comorien. Elles permettent une meilleure accessibilité aux ressources pédagogiques, une gestion plus efficiente des données scolaires, et favorisent l'intégration du numérique dans les pratiques pédagogiques. »

Avec e-Shiyo et e-Msomo, les Comores font un pas audacieux vers une école plus efficace et plus proche des réalités d'un monde numérique. Car au bout de chaque ligne de code, de chaque plateforme, il y a un enfant comorien, une famille, un enseignant et toute une société qui croit en l'avenir et en l'importance de l'éducation de ses enfants.





ABDALLAH YOUSSEUF : LE PARCOURS D'UN ÉLEVEUR COMORIEN TRANSFORMÉ PAR L'INNOVATION

Elamine Mohamed Laguera - FAO

À Nyumakélé, dans la Région verdoyante d'Anjouan, Abdallah Youssouf est une figure inspirante pour les habitants. Éleveur depuis sa jeunesse, il a toujours nourri l'ambition de développer son cheptel et d'améliorer les conditions de vie de sa famille. En 2021, après avoir étudié au Sénégal, Abdallah décide de revenir aux Comores pour lancer son propre projet d'élevage. Il commence avec seulement quatre cabris, rêvant de pouvoir un jour vivre de son métier.



Malgré sa passion, la réalité de l'élevage se fait rapidement sentir. Les races locales, bien qu'adaptées au climat, se développent très lentement. « Il arrivait qu'un cabri prenne près d'un an pour atteindre un poids acceptable », se souvient Abdallah. Cette lenteur impactait directement sa production et ses revenus. Toutefois, un adage comorien dit, « la plus grande richesse d'un démuni, c'est un cabri ». Ces animaux se reproduisent rapidement et sont un pilier économique pour les familles. Abdallah ne se décourage pas, convaincu qu'avec un soutien adapté, son rêve pourrait se réaliser.

Tout bascule lorsqu'Abdallah est sélectionné pour participer à un programme d'insémination artificielle financé par la FAO, en partenariat avec le ministère comorien en charge de l'élevage. Ce programme introduit deux nouvelles races caprines : la Boer, reconnue pour sa production de viande, et l'Alpine, célèbre pour son rendement laitier. « Grâce à l'insémination artificielle, un cabri qui mettait un an pour atteindre 10 kilos n'a désormais besoin que de trois mois », explique Abdallah.

Cette innovation transforme sa vie. Son cheptel passe de quatre cabris à plus d'une trentaine en quelques mois. « Cette réussite m'a donné espoir et surtout confiance en l'avenir »,

témoigne Abdallah. Aujourd'hui, il peut subvenir aux besoins de sa famille et soutenir d'autres éleveurs en leur fournissant des cabris de qualité supérieure. « Ce projet m'a permis de grandir professionnellement, mais aussi de gagner en reconnaissance au sein de ma communauté », ajoute-t-il.

L'impact de cette initiative va bien au-delà de son parcours personnel. « Quand les gens ont vu mes résultats, l'engouement a été immédiat. Beaucoup souhaitent savoir comment ils peuvent participer. » Cette expérience a ravivé l'intérêt pour l'élevage et ouvert de nouvelles perspectives économiques pour les éleveurs locaux.

Abdallah encourage aujourd'hui les jeunes Comoriens à s'investir dans l'élevage, un secteur qu'il considère comme porteur. « Avec des projets innovants et le soutien des partenaires, nous pouvons transformer nos vies et contribuer à la sécurité alimentaire de notre pays », affirme-t-il avec conviction. Il conclut avec un appel à l'action : « Que les décideurs continuent de soutenir ce genre d'initiatives. Elles offrent aux éleveurs une chance de vivre dignement et de bâtir un avenir meilleur pour leurs familles et leurs communautés. Main dans la main, nous pouvons faire de l'insémination artificielle l'avenir de l'élevage aux Comores. »

UN CHANTIER D'ENVERGURE QUI CHANGE DES VIES: TADIO, CINQ ANS D'ENGAGEMENT, UN PROJET EMBLÉMATIQUE.

Nasser Youssouf - PNUD

Tadio était jusqu'ici l'ingénieur hydraulique et volontaire internationale auprès du Pnud. il a passé près de cinq années aux Comores à superviser des projets d'infrastructure hydraulique. S'il devait retenir un seul accomplissement marquant, ce serait la réalisation du système d'alimentation en eau potable de la zone 1 à Ngazidja. Un projet titanesque : 18 réservoirs, 11 brises charges, plus de 117 ouvrages courants, 72 bouches à clé et plus de 114 km de conduites pour desservir plus de 105 000 habitants.

Un véritable tournant pour la région nord de Moroni, qui marque aussi un jalon décisif pour le projet ER2C/GCF/PNUD. « Chaque réalisation, petite ou grande, est pour moi un défi. Mais celle-ci a été un condensé de complexité, de mobilisation, et de fierté collective », confie-t-il.

L'envergure du projet s'est heurtée à de nombreux défis. Tadio a dû composer avec les réalités du terrain, parfois imprévisibles. Des difficultés logistiques liées au contexte insulaire, une mobilisation foncière complexe, le manque de main-d'œuvre qualifiée locale, un climat capricieux, sans oublier les écarts culturels entre les méthodologies des entreprises internationales.

Pour chaque obstacle, il a fallu faire preuve de créativité, de dialogue et de rigueur technique. « Dans certaines zones, il n'y avait tout simplement personne pour faire les travaux. On a dû former, encadrer, s'adapter. C'est dans ces moments-là qu'on mesure la force d'une équipe soudée », se rappelle-t-il.

La crise mondiale a failli compromettre le projet. Entre la pandémie de COVID-19 et les répercussions économiques de la guerre en Ukraine, les coûts logistiques et des matériaux ont explosé, menaçant la faisabilité du projet. Le risque : devoir restructurer, abandonner des zones d'intervention, et perdre un temps précieux. Grâce à une stratégie concertée et des décisions courageuses, l'équipe projet et le bureau PNUD-Comores ont évité la restructuration. « Il a fallu défendre, convaincre, ajuster sans perdre de vue l'objectif final. Ces choix ont permis de maintenir le cap et de préserver l'essentiel : l'impact pour les bénéficiaires », se remémore l'ingénieur Tchadien.



Un projet réussi, c'est aussi une équipe renforcée. Avec humilité, Tadio confie qu'aucune recommandation particulière n'est nécessaire à ceux qui prennent le relais. « La relève est prête. L'équipe technique a été formée, exposée à tous les défis, et outillée pour poursuivre. », dit-il.

Au fil des années, il a partagé généreusement son expérience, tout en s'enrichissant de l'expertise des autres. « Nous avons mis en place une base solide, un système en béton. Il ne reste qu'à appliquer les bonnes pratiques et cultiver des relations humaines de qualité avec tous les acteurs du projet », a-t-il ajouté.

Une seconde patrie dans le cœur, un souvenir dans la valise. Au moment de quitter les Comores, c'est un morceau de cœur que Tadio emporte avec lui. « Les Comores sont devenues ma seconde patrie », affirme-t-il, ému. De cette expérience, il gardera à jamais la courtoisie comorienne, ce respect et cette chaleur humaine qui ont marqué son quotidien. Et dans sa valise ? Un pot de Mtsambu, cette pâte de piment locale au goût inoubliable. « Elle me rappellera les gargotes animées, les discussions passionnées, et cette énergie unique que l'on trouve ici », confia-t-il.

POUR UNE COMMUNAUTÉ INCLUSIVE ET RÉSILIENTE

Saltouna M'madi Toilihata - UNFPA



Du 08 au 12 mai, le Ministère de la Promotion du Genre et le Ministère de la Santé en partenariat avec l'UNFPA Comores ont effectué une mission conjointe sur l'île d'Anjouan pour renforcer les efforts en matière de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG).

Loin d'être une simple tournée d'inspection, cette mission a plongé au cœur des réalités du terrain, dans les structures sanitaires et les centres d'écoute et de prise en charge des survivants de VBG. Médecins, sages-femmes, personnel soignant, membres des comités de veille et d'alerte ont été rencontrés dans un esprit de dialogue ouvert et respectueux.

A chaque étape de cette mission, l'écoute active, la compréhension des besoins locaux et la co-construction de solutions adaptées ont été au cœur de l'approche. Car bâtir une communauté inclusive et résiliente commence par donner la parole aux communautés elles-mêmes.

UN ESPACE DE SENSIBILISATION ET D'EXPRESSION COMMUNAUTAIRE

À Hadda, la mission s'est transformée en espace de sensibilisation communautaire. Sur la place publique, femmes, hommes et jeunes se sont réunis pour échanger autour des

VBG. L'équipe du ministère du Genre et de l'UNFPA y a animé un dialogue franc, marquant un moment fort d'engagement collectif.

Parmi les voix entendues, celle de Mirna, 16 ans, élève en classe de première: « Je suis rassurée de voir qu'on pense à nous et qu'on se mobilise pour nous. Et je repars avec l'espoir qu'un jour, plus aucune fille n'aura peur ». Son visage brille d'espoir, ses mots résonnent comme un appel à continuer, ensemble, à construire l'avenir d'une jeunesse qui aspire à grandir dans un environnement plus sûr, et plus juste.

UN ENGAGEMENT COLLECTIF POUR UN AVENIR DIGNE

Au-delà des constats et des témoignages, cette mission est un appel à l'action collective. Elle souligne l'importance d'investir dans la santé, la sécurité et la dignité de chacun, piliers essentiels d'une société équitable et durable.

Pour l'UNFPA Comores, le Ministère de la Santé et le Ministère de la Promotion du Genre, cette initiative s'inscrit dans une vision partagée : celle d'un avenir où chaque personne, sans discrimination, peut vivre en sécurité, en bonne santé, et dans le respect de sa dignité.



LES FEMMES AU CŒUR DE LA DÉCISION POLITIQUE AUX COMORES

ELLES DIRIGENT, ELLES DÉCIDENT... ELLES S’AFFIRMENT.

Al-Hamdi Abdillah Hamdi – BCR.

Aux Comores, la participation des femmes aux postes de décision politique et administratif progresse, mais reste marquée par de fortes inégalités. Ces dernières années, des avancées ont été enregistrées avec la nomination de femmes ministres, l’élection d’une gouverneure à Mwali et de six députées. Toutefois, leur présence dans les sphères décisionnelles demeure insuffisante.

Dans ce contexte, nous mettons en lumière trois personnalités féminines dont les parcours illustrent cette dynamique et témoignent de leur contribution essentielle à la conduite des politiques publiques aux Comores.

Fatima Ahamada :
*La voix forte
du Gouvernement*



Ancienne journaliste et présentatrice du journal télévisé de l’Office de Radio et Télévision des Comores (ORTC), Madame Fatima Ahamada occupe depuis un an le poste de Ministre de la Promotion du Genre, de la Solidarité et de l’Information, et assume également la fonction de Porte-parole du Gouvernement. À ce titre, elle relaie les grandes décisions politiques et joue un rôle essentiel dans le rapprochement entre les institutions et la population. Au sein de son ministère, elle œuvre activement à relever les défis liés à l’égalité des genres et à la cohésion sociale. Sous son impulsion, plusieurs initiatives ont vu le jour, notamment des programmes de formation et d’autonomisation des jeunes filles et des femmes, menés en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux.

Diplômée de l’Université des Comores, où elle a obtenu une licence en lettres modernes, son parcours illustre la capacité des femmes comoriennes à occuper des fonctions de haut niveau dans des secteurs clés du développement national.

Yasmine Hassane Alfeine :
*Une femme d’affaires
engagée au Ministère
des Transports*



Née le 5 janvier 1975 à Hombo, sur l’île d’Anjouan, Yasmine Hassane Alfeine est aujourd’hui l’une des figures de la scène politique et économique comorienne. Ministre des Transports, depuis le 14 avril, elle incarne une génération de femmes leaders qui s’investissent pleinement dans la construction du pays. Diplômée en gestion des entreprises et en économie internationale de l’Université Paris-Sorbonne, elle est revenue aux Comores pour y entreprendre et servir. À Anjouan, elle dirige depuis plusieurs années l’hôtel-restaurant Le Jasmin, ainsi qu’une activité florissante d’import-export, contribuant ainsi à dynamiser le tissu économique local. Active dans la vie associative et institutionnelle, elle a présidé l’EFOICOM (plateforme des femmes entrepreneures des Comores) et siégé au Comité de Pilotage des Assises Nationales (CPAN), avant d’être nommée Secrétaire Générale du Ministère de l’Intérieur à Anjouan.

Aujourd’hui à la tête du Ministère des Transports, Yasmine Hassane Alfeine a la lourde mission de promouvoir le développement des infrastructures et des services de mobilité, essentiels à l’intégration économique et sociale de l’archipel.

Najda Said Abdallah :
*La rigueur et l’humanisme
au service du développement*



Depuis juillet 2024, Najda Said Abdallah occupe le poste de Commissaire générale au Plan, un rôle stratégique qui la place au cœur de la planification du développement national. Sa nomination est la reconnaissance d’un parcours remarquable et d’un engagement indéfectible. Avant cette fonction, elle fut Secrétaire Générale du Ministère de l’Énergie, de l’Eau et des Hydrocarbures de 2021 à 2024, où elle a piloté plusieurs projets d’envergure, dont celui visant l’autonomie énergétique du pays. Son expérience managériale s’est forgée à la SONELEC (ex-MAMWE), où elle a occupé divers postes à responsabilité à partir de 2004. Diplômée du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) de Paris avec un Master en Management du Changement, elle est également une militante sociale engagée. Fondatrice et présidente de l’association Mwana Tsi Wa Mdzima Komor, elle combat activement les violences faites aux enfants et les violences basées sur le genre. Son leadership s’appuie sur une conviction forte : « un développement doit être juste, inclusif et protecteur des plus vulnérables ».

LE MODEC MOBILISE LES ENTREPRISES D'ANJOUAN POUR UNE INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE

Emma Raboanly - OIT

Dans le cadre du projet RISEC (Renforcement de la résilience et de l'inclusion socio-économique des femmes et des personnes en situation de handicap aux Comores), financé par l'Organisation internationale du travail (OIT), une quinzaine de chefs d'entreprises de l'île de Ndzuani (Anjouan) ont été sensibilisés aux enjeux de l'inclusion et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Cette initiative, portée par le Mouvement des entreprises comoriennes (MODEC) en collaboration avec le Ministère en charge du Travail, vise à renforcer l'intégration active des femmes et des personnes en situation de handicap dans le tissu économique local.

« Le manque pays cruellement de données fiables sur les personnes en situation de handicap, alors qu'elles font face à de nombreux obstacles, notamment en matière d'éducation et d'emploi. Ce projet vise à inverser cette tendance », a souligné Moctar Zouboudou, représentant le Ministère en charge du travail et également président du Comité national tripartite du dialogue social (CNTDS).

La mission à Ndzuani a permis de confronter les réalités du terrain et d'identifier des pistes concrètes pour bâtir des actions inclusives. Djamel dine Moussa, représentant du MODEC, a mis en avant les bénéfices d'une politique RSE structurée :

« Une démarche RSE bien pensée génère des retombées positives, y compris économiques. Il est temps d'élaborer une stratégie claire et de créer des passerelles entre les entreprises et les personnes concernées. »

L'élu Soidiki Abdallah Ayoub a salué la dynamique enclenchée à Ndzuani (Anjouan), après des étapes réussies à Ngazidja, et a annoncé la poursuite de la mission à Mohéli.

KARIBU

LA RUBRIQUE DES NOUVEAUX ARRIVANTS



Saltouna M'madi Toilihata,
Spécialiste en Communication à l'UNFPA Comores

Saltouna M'madi Toilihata est la nouvelle Spécialiste en Communication et Volontaire des Nations Unies auprès de l'UNFPA aux Comores depuis avril 2025.

Elle a pour mission des actions de plaidoyer, de sensibilisation, de relations médias et de mobilisation sociale autour des droits humains et de la santé reproductive.

Avant de rejoindre l'UNFPA, elle a été chargée de communication au Bureau Géologique des Comores pour le projet de promotion de l'énergie géothermique soutenu par le PNUD. Une expérience qui lui a permis de développer des stratégies de communication adaptées aux projets de développement durable et à la réalité locale.

Parallèlement à son parcours professionnel, Saltouna s'est illustrée par un fort engagement citoyen et associatif au sein de la Jeune Chambre Internationale (JCI) à Madagascar. Active depuis 2018, elle y a exercé diverses responsabilités — championne d'art oratoire, directrice de projets et responsable de la croissance des membres — qui ont renforcé ses compétences en leadership, en mobilisation communautaire et en communication sociale.

Spécialisée en communication organisationnelle, elle conçoit des campagnes et stratégies à fort impact en combinant outils visuels, narratifs et mobilisation sociale. Elle défend une approche engagée et transformative de la communication, considérant chaque message et chaque action comme un levier pour rapprocher institutions et communautés et impulser des changements positifs.



Hamadi Baraka,
Épidémiologiste auprès de l'OMS

Hamadi Baraka est épidémiologiste et Volontaire des Nations Unies (VNU) auprès de l'OMS aux Comores. Titulaire d'un master en santé publique, elle possède une solide expérience dans la surveillance épidémiologique et la riposte aux épidémies, acquise au sein de la Direction régionale de la Santé de Ngazidja et de la Direction générale de la Santé.

Au cours de son parcours, elle a activement participé aux réponses sanitaires contre le COVID-19, le choléra et la Mpox, ainsi qu'à des campagnes de vaccination et des opérations de terrain. Son engagement a notamment été remarqué lors de la riposte contre le choléra à Anjouan, où elle s'était portée volontaire pour renforcer les équipes en intervention.

Passionnée, rigoureuse et déterminée, Baraka rejoint aujourd'hui l'équipe de l'OMS aux Comores pour contribuer au renforcement de la surveillance épidémiologique et à la préparation aux urgences de santé publique.



Zainaba Mohamed Islame,
Nutrition officer de l'Unicef

Zainaba Mohamed Islame, spécialiste en nutrition diététique, est la nouvelle Nutrition Officer de l'UNICEF aux Comores. Elle est chargée de la planification et de l'élaboration des actions de nutrition de l'organisation, un rôle essentiel pour la promotion de la santé et du bien-être des enfants et des familles dans l'archipel.

Son parcours académique a débuté à l'Université des Comores où elle obtenu une licence en Science. Elle est aujourd'hui

titulaire d'un master de nutritionniste obtenu à Nehru Arts and science collège, en Inde.

Avant de rejoindre l'Unicef, Mme Mohamed Islame a exercé au sein de la direction nationale de la santé familiale. Cette expérience au cœur du système de santé comorien lui a permis de développer une solide expertise des enjeux de la santé publique et une connaissance approfondie du contexte local. Son expertise technique constitue un atout majeur pour les missions de l'UNICEF aux Comores.



Ali Ahamada Abdérémane,
Nouvel économiste du BCR

Ali Ahamada Abdérémane vient de rejoindre le Bureau du Coordonnateur résident du système des Nations Unies aux Comores en tant qu'économiste.

Titulaire d'un Master en Administration et Finances Publiques de l'Université de Strasbourg, d'un Diplôme International d'Administration Publique spécialisé en Économie et Finances de l'INSP (ex-ENA) de Strasbourg et d'un Diplôme d'Inspecteur du Trésor de l'ENFIP de Noisiel (France), Abdérémane possède une formation académique de haut niveau, qui vient renforcer l'expertise technique et stratégique du système des Nations Unies aux Comores.

Fort de plus de 24 ans d'expérience, dont plus de 14 années à des fonctions de responsabilité dans le secteur des finances publiques. Il apporte avec lui une expertise précieuse en planification économique, en gestion budgétaire et en dialogue avec les partenaires au développement.

Avant de rejoindre les Nations Unies, il a occupé plusieurs postes de direction au sein de l'administration comorienne, notamment Secrétaire général du ministère des Finances et du Budget pendant trois ans, puis Trésorier Payeur Général durant cinq ans. Ces fonctions lui ont permis de piloter des dossiers économiques et financiers majeurs, et de contribuer à la modernisation des outils de gestion des finances publiques nationales. Grâce à ce parcours, Ali Ahamada Abdérémane dispose aujourd'hui d'une parfaite connaissance des enjeux économiques et de la vision stratégique du développement du pays. Son arrivée au sein du Bureau du Coordonnateur résident vient ainsi renforcer l'équipe onusienne dans ses efforts de coordination et d'appui aux politiques de développement durable aux Comores.

KARIBU

LA RUBRIQUE DES NOUVEAUX ARRIVANTS



Moussa Bacar,

Stagiaire documentaliste au BCR

Diplômé en 2024 d'une licence d'archivistique et documentation à l'Université des Comores, Moussa Bacar est passionné par la gestion de l'information et la valorisation des archives. Il occupe depuis le 16 avril 2025 le poste de stagiaire documentaliste au sein du bureau du Coordonnateur du Système des Nations Unies aux Comores. Ses missions couvrent le classement, le traitement et la numérisation des dossiers et archives du bureau, contribuant ainsi à la bonne gestion et à la préservation du patrimoine documentaire onusien dans le pays.

Moussa Bacar ambitionne de mettre ses compétences au service des institutions nationales et internationales, afin de participer activement au développement d'un système d'information documentaire efficace aux Comores.



Ali William,

VNU Communication multimédia auprès de l'Unicef

Ali William a récemment rejoint l'UNICEF en tant que Volontaire des Nations Unies, Responsable de Communication Multimédias. Passionné par l'image, le son et le storytelling, il met sa créativité au service de la visibilité et de l'impact des actions de l'organisation au bénéfice des enfants et des familles

comoriennes. Doté d'une solide expérience en photographie, réalisation audiovisuelle et conception de contenus multimédias, Ali a contribué à plusieurs projets de production et de communication avant de rejoindre l'UNICEF. Ce parcours lui a permis de développer une expertise pratique en narration visuelle ainsi qu'une bonne connaissance du contexte local.

Au sein de l'UNICEF, il est chargé de produire des supports multimédias pour documenter et valoriser les initiatives de l'organisation pour renforcer l'engagement communautaire autour des droits de l'enfant et du développement durable.



Al-hamdi Abdillah Hamdi,

Consultant communication auprès du BCR

Al-hamdi Abdillah Hamdi est un expert en communication stratégique et digitale, avec plus de 15 ans d'expérience dans les domaines du journalisme, de la communication institutionnelle, du digital et de la production de contenu. De décembre 2024 à juillet 2025, il a été consultant en communication auprès du Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies aux Comores.

Diplômé en Information et Communication, Al-hamdi met son expertise au service de l'élaboration de stratégies de communication, de la création graphique et audiovisuelle, de la gestion de projets et du community management.

Au cours de son parcours, il a évolué dans des environnements variés : médias, agences, administration publique et secteur privé. Il a été chef du service web du journal Al-watwan, cofondateur de l'agence de communication TARTIB, responsable communication des Ets Nassib, et journaliste pour La Gazette des Comores et Al-Balad.

Aujourd'hui freelance, il accompagne des institutions, des organisations et des entreprises dans le renforcement de leur communication.

Équipe de pays des Nations Unies aux Comores



NATIONS UNIES
COMORES



UNDRR
UN Office for Disaster Risk Reduction



Centre du
Commerce
International



CEA



NATIONS UNIES
CNUCED



United Nations

Department of
Economic and
Social Affairs



Microfinance + Capital Development



pour chaque enfant



Investir dans les populations rurales



ONUDC

Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



unesco



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



Organisation
internationale
du Travail



OIM
ONU MIGRATION



Organisation
mondiale de la Santé



World Food
Programme



ONUSIDA

ONU 
environnement



ONU  **HABITAT**
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



NATIONS UNIES
COMORES

.....